

Annexe 22

Tuvalu

Déclaration liminaire à l'AGNU 2022



Déclaration nationale

PREMIER MINISTRE DES TUVALU

l'Honorable Kausea Natano

devant

la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale

Débat général

23 septembre 2022

New York

Thème de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale :

« Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués »

Introduction

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée générale, Mesdames et Messieurs,

1 Au nom du Gouvernement tuvaluan, je vous félicite de votre élection à la Présidence de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les Tuvalu ont pleinement confiance dans votre direction. Je saisis également cette occasion pour remercier le Président de la soixante-seizième session, le Ministre Abdulla Shahid, pour la session très réussie qui s'est déroulée sous sa direction, malgré les problèmes causés par la pandémie de COVID-19.

Thème de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale : « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ».

Monsieur le Président,

2 Nous accueillons favorablement la vision pragmatique de votre présidence de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Nous vous félicitons pour le thème de votre présidence : « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ». De fait, nous devons renforcer notre engagement en faveur du respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies à ce tournant décisif. Nous avons affirmé que la Charte est notre instrument constitutif commun pour maintenir la paix et la sécurité internationales, développer des relations amicales entre les nations et promouvoir le progrès social, de meilleurs niveaux de vie et les droits de l'homme.

3 Nous sommes de fait encouragés par les priorités de votre présidence et nous avons hâte de travailler en relation étroite avec vous alors que nous continuons d'être aux prises avec le relèvement après la pandémie de COVID-19, de faire face au changement climatique et de nous efforcer d'atteindre les objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

4 Les crises mondiales sont devenues plus complexes, plus interdépendantes ; elles ont des effets transfrontières plus marqués, exigeant une coopération et une solidarité mondiales

pour élaborer et mettre en œuvre des solutions durables. Il faut pour cela tous les partenariats dont nous avons besoin pour générer les changements positifs dans la vie des populations.

Il est toutefois regrettable que la République de Chine (Taiwan), dont les partenariats sur un large éventail de questions de développement sont bien connus, continue d'être tenue en dehors du système des Nations Unies. Les Tuvalu ont grandement bénéficié de nos partenariats dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé publique, la médecine, l'énergie propre, y compris notre relèvement des effets économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19.

5 Les Tuvalu soutiennent vigoureusement la réadmission de la République de Chine (Taiwan) à l'Organisation des Nations Unies en tant que membre fondateur de l'Organisation et sa participation active aux institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation de l'aviation civile internationale, et à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous ne devons pas mettre Taiwan de côté, car c'est une démocratie vivante qui a fait des progrès importants sur la voie de la réalisation de tous les objectifs de développement durable et qui est prête à contribuer davantage aux efforts déployés dans le monde pour les atteindre.

6 Il est regrettable également que le peuple cubain continue de supporter le fardeau économique d'un long blocus économique. Ce blocus ne respecte pas les droits humains et l'esprit de coopération promu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le maintien de ces mesures a privé Cuba de l'aide internationale au développement et de partenariats visant à relever le pays et à le reconstruire en mieux.

Monsieur le Président,

7 Dans la même veine, nous avons réitéré nos profondes préoccupations de notre région face au risque potentiel de contamination nucléaire qui pèse sur la santé et la sécurité du continent bleu du Pacifique, ses populations et ses perspectives, et avons réaffirmé l'importance de la tenue de consultations internationales, du droit international et d'évaluations scientifiques indépendantes et vérifiables. Ces principes doivent régir le déploiement et l'utilisation de la technologie nucléaire et le déversement de matières et de déchets nucléaires dans notre continent bleu du Pacifique.

8 Nous avons maintenu que le processus de décolonisation des Nations Unies est essentiel pour la protection des droits humains, y compris le droit à l'autodétermination, et nous exhortons l'Organisation à collaborer de façon authentique avec tous les partenaires et parties prenantes qui sont des acteurs du processus de décolonisation.

Monsieur le Président,

9 Permettez-moi à présent d'aborder une question qui préoccupe énormément mon pays. Le changement climatique, avec l'élévation du niveau de la mer qui en résulte, demeure la principale menace qui pèse sur l'existence de mon pays, ce qui souligne qu'il est urgent de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius au moyen de réductions rapides, profondes et soutenues des émissions de gaz à effet de serre.

10 L'altitude moyenne de mon pays ne dépassant pas deux mètres, celui-ci succombera à l'élévation du niveau de la mer. Le rapport du GIEC publié l'an passé est clair, indiquant que si la tendance actuelle du réchauffement planétaire se poursuit, nous n'atteindrons pas l'objectif de l'Accord de Paris d'un réchauffement planétaire ne dépassant pas 1,5 degré. Cela signifie clairement que les Tuvalu seront totalement submergés d'ici la fin du siècle.

Monsieur le Président,

11 La crise climatique crée un futur de plus en plus incertain pour les habitants de la plupart des régions du monde. Paradoxalement, dans ma région, le Pacifique, cela rend notre futur de plus en plus certain, mais pas d'une manière qui nous apporte quelque apaisement.

12 Durant le siècle actuel, plusieurs nations insulaires du Pacifique deviendront quasiment inhabitables. S'agissant de mon pays, qui est situé à mi-chemin entre Hawaï et l'Australie, cela pourrait se produire dans les deux ou trois prochaines décennies. D'autres îles du Pacifique sur la ligne de front du changement climatique ont peut-être un répit de quelques décennies en plus ; toutefois, notre destination finale ne fait plus de doute. La plupart des sociétés considèrent le changement climatique comme concernant principalement la diminution des émissions de carbone ou l'atténuation de leurs effets futurs. Nous sommes face à une situation nettement plus grave : la quasi-certitude d'une inondation définitive. Nos

populations, au cours de ma génération ou de la suivante, ne seront pas en mesure de vivre sur les îles qui ont nourri leurs ancêtres pendant des siècles, les îles que Dieu nous a données.

Monsieur le Président,

13 Les Tuvalu et nos voisins du Pacifique n'ont rien fait qui ait causé le changement climatique. Les émissions de carbone combinées de l'ensemble des îles du Pacifique représentent moins de 0,03 % de la quantité totale des émissions dans le monde, et ce pourcentage est encore plus faible si l'on considère les émissions historiques. La menace qui pèse sur notre existence n'est pas de notre fait. Mais cela nous transformera.

14 La façon dont nous négocierons cette transformation est une question que la communauté internationale doit commencer à traiter d'urgence. Les principales économies qui contribuent le plus à l'émission de gaz à effet de serre ne peuvent pas fermer les yeux et ne rien faire.

15 Les populations, partout dans le monde, de tous âges et de toutes conditions, exigent qu'un rôle de premier plan sur le changement climatique soit assumé, en particulier par ceux qui sont les plus à même de le faire. Tuvalu est la pierre de touche de ce rôle de premier plan : si la communauté internationale laisse un pays tout entier disparaître à cause du changement climatique, quel espoir un être humain pourrait-il conserver ensuite ?

Monsieur le Président,

16 Nous vivons une époque sans précédent. La science ne peut nous dire avec certitude quand notre patrie deviendra inhabitable. Mais elle nous dit comment elle le deviendra. Alors que l'océan s'élève, l'eau salée pénètre dans les aquifères qui fournissent notre eau potable. Aujourd'hui, en de nombreux endroits, notre sécurité hydrique est fortement compromise. L'élévation du niveau de la mer entraîne l'élévation des marées, et du fait de la fréquence et de l'intensité accrues des orages, nos villages et notre agriculture sont dévastés. Les inondations laissent un sol salin, réduisant les récoltes et compromettant notre sécurité alimentaire. Les infrastructures telles que les habitations, les routes et les lignes électriques sont emportées par l'eau ; et il n'existe pas de terres plus hautes sur lesquelles reconstruire.

Monsieur le Président,

17 Les précieux coraux qui supportent notre tourisme et nourrissent notre stock halieutique périssent alors que l’océan se réchauffe et s’acidifie. Le coût de faire durer une existence, de maintenir le statu quo, augmente pour les individus et pour le pays tout entier, ce qui finit par devenir insupportable. Cette situation extrême pousse les citoyens à partir ; la nation elle-même devient de plus en plus incomplète, légalement, et spirituellement ancrée dans un littoral qui disparaît sous ces marées montantes.

18 C’est ainsi que meurt un atoll du Pacifique. C’est ainsi que nos îles cesseront d’exister. Il ne s’agit pas d’un scénario futur, mais de ce que nous vivons aujourd’hui !

Monsieur le Président,

19 L’inaction fait naître des responsabilités. Les Tuvalu ne sont pas encore parvenus à la fin de ce processus de salinisation, de destruction, de dégradation et de disparition. Mais nous avons largement dépassé le commencement. Malgré les accords internationaux et les engagements répétés, les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d’augmenter, de nombreux pays continuant de concevoir un futur utilisant comme combustibles le charbon, le pétrole et le gaz.

20 C’est la première fois dans l’histoire de l’humanité que l’action collective de nombreuses nations – ou plus précisément l’inaction collective de nombreuses nations – sera responsable d’avoir rendu des pays souverains inhabitables. C’est une crise sans précédent qui nécessite une intervention radicale.

Monsieur le Président,

21 Les instruments internationaux actuels tels que la Convention sur l’apatridie ne couvrent pas notre situation. C’est le cas également des divers efforts faits par l’ONU pour faire face au changement climatique. Les accords convenus à ses sommets annuels, y compris lors de la COP26 tenue l’an passé à Glasgow, couvrent un large éventail de questions telles que les objectifs à atteindre en réduisant les émissions ou des engagements de la finance

internationale visant à faire face aux effets des émissions. Mais ils ne disent PAS UN SEUL MOT du caractère inhabitable imminent d'États souverains.

Monsieur le Président,

22 C'est pour cette raison qu'hier les Tuvalu et les Îles Marshall ont lancé l'initiative « **Nations montantes** » (Rising Nations Initiative) pour combler les lacunes actuelles en matière de sensibilisation, de cadre juridique et d'engagement politique. La communauté mondiale doit engager un dialogue sérieux et responsable qui reconnaisse à la fois les réalités et les droits des nations insulaires du Pacifique telles que la mienne, et, plus fondamentalement, de nos citoyens.

Monsieur le Président,

23 C'est une question de souveraineté, de dignité et d'intégrité.

Il nous faut un accord mondial qui garantisse aux États-nations tels que les Tuvalu et les Îles Marshall une existence de façon permanente au-delà de la durée de vie inhabitable de nos foyers qui sont des atolls, quels que soient les assauts du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer. Cet accord doit reconnaître et protéger notre intégrité culturelle, notre capital humain et économique, et notre souveraineté. Il doit être élaboré et mis en œuvre conjointement avec les peuples et gouvernements des nations insulaires et non nous être imposé par d'autres.

Monsieur le Président,

24 Cet accord doit, à terme, comprendre la protection de nos droits sur notre terre et notre océan, la préservation de notre héritage et du droit souverain de gouverner nos citoyens, notre réinstallation ailleurs dans le monde, où nos peuples seront les bienvenus et célébrés. Nous ne cherchons pas à quitter notre patrie. Nous cherchons un traitement juste et amiable de personnes déplacées pour que nous ne devenions pas un fardeau pour d'autres ; mais également, la justice naturelle exige que l'on ne se débarrasse pas de nous avec des terres

incultes. Économiquement, nous pouvons continuer à prendre soin de nous – dans le cas des Tuvalu, par exemple, en continuant d'utiliser les revenus tirés de notre utilisation durable de la zone économique exclusive autour de nos îles.

25 Pour trouver la bonne solution, il faudra du sens politique et de l'empathie, en commençant par reconnaître qu'une situation causée au niveau mondial passe par une solution juste et équitable trouvée au niveau mondial.

Monsieur le Président,

26 En tant que peuples du Pacifique, nous élevons nos enfants dans le respect de l'océan, de la terre et du ciel, qui donnent la vie. À présent, alors que nous ne sommes nullement fautifs, nous devons bientôt abandonner l'océan, la terre et le ciel qui ont forgé nos cultures et nos identités pendant des siècles. Nous ne fustigeons pas et ne demandons pas la charité. Non, nous faisons appel à la générosité de l'esprit, nous demandons un soutien et une justice qui reconnaisse notre réalité et notre grave préoccupation face à l'éradication possible de nos nations-atolls du fait de l'élévation du niveau de la mer dans notre partie du monde.

27 Je vous remercie de votre attention.

TUVALU MO TE ATUA